

Compte rendu de lecture de 'Creating the Market University: How Academic Science Became an Economic Engine'

Jérôme Aust

► **To cite this version:**

Jérôme Aust. Compte rendu de lecture de 'Creating the Market University: How Academic Science Became an Economic Engine'. Sociologie du Travail, Association pour le développement de la sociologie du travail, 2016, 58 (4), pp.459 - 461. hal-01522028

HAL Id: hal-01522028

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01522028>

Submitted on 12 May 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Creating the Market University: How Academic Science Became an Economic Engine, E.P. Berman. Princeton University Press, Princeton and Oxford (2015). 270 p.

Creating the Market University d'Elisabeth Popp Berman analyse la façon dont la valorisation économique de la science académique s'est imposée comme référence légitime dans le champ universitaire états-unien. Le livre intéressera bien sûr les spécialistes de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation mais, au-delà, tous ceux et celles qui s'intéressent à la diffusion du marché dans des univers historiquement non marchands.

Inscrit dans les débats néo-institutionnalistes sur les mécanismes provoquant des changements de logique dans des champs organisationnels, le livre est structuré autour d'une thèse forte : l'imposition de la logique marchande dans le monde académique américain ne s'expliquerait pas principalement par la baisse des crédits publics accordés aux universités ou par une externalisation des activités de recherche et développement (R&D) des firmes en direction des universités, deux thèses fréquemment soutenues. Elle tiendrait bien plus à un ensemble de décisions prises par l'État fédéral au tournant des années 1970 et 1980, qui ont en commun de concevoir les connaissances académiques comme des moteurs de croissance économique. L'auteure déplit cet argument en huit chapitres, dont les fils se relient peu à peu pour emporter la conviction du lecteur.

Après un chapitre introductif présentant la thèse, les chapitres 2 et 3 sont consacrés à la période antérieure au *turning point* des années 1970 et 1980. Il montre combien la séquence qui va de 1945 à la fin des années 1960 est un moment particulier de l'histoire universitaire américaine : les financements fédéraux abondent dans un climat de confiance sur l'inexorabilité des retombées économiques et sociales de ces investissements massifs dans la recherche fondamentale. Dans cette période, le champ est organisé autour d'une logique de développement des connaissances pour elles-mêmes (*pure science*). Des initiatives de valorisation économique des savoirs académiques existent pourtant, mais restent confinées aux marges de l'espace académique, moins en raison des oppositions normatives qu'elles suscitent que parce qu'elles ne parviennent pas à agréger autour d'elles les ressources nécessaires à leur déploiement. La fin des années 1960 referme cette parenthèse historique : le développement d'une contestation étudiante de la guerre du Viet Nam, l'entrée progressive des États-Unis dans la crise économique et la décrue des financements publics alloués aux universités effritent le modèle né de l'immédiat après-guerre. Dans ce contexte, une reconsidération du rôle des savoirs académiques dans la croissance économique s'opère. À la suite de travaux d'économistes envisageant à nouveaux frais la question de l'innovation, les universités ne sont plus perçues comme un réservoir de solutions techniques pour les entreprises, mais comme des lieux de création de nouveaux produits permettant l'émergence de nouveaux marchés et d'emplois. Développée dans un contexte d'inquiétudes croissantes sur la capacité des États-Unis à maintenir leur *leadership* économique et technologique, cette

réévaluation du rôle de l'université prépare l'imposition du marché comme référence légitime du champ, sans cependant réussir à l'instituer.

Le basculement s'opère véritablement au tournant des années 1970 et 1980. L'auteure le restitue à partir de trois études de cas : le développement de l'entrepreneuriat dans les biotechnologies, l'engagement des universités dans le dépôt de brevets et la création de laboratoires associant universités et industrie. À partir de ces trois points de vue, l'imposition du marché est analysée comme le produit d'une causalité distribuée, impliquant des acteurs et des mécanismes différenciés. Le changement tient alors moins à la mobilisation d'un groupe d'acteurs délimité cherchant à imposer le marché au cœur de l'espace académique qu'au développement de dispositifs permettant la pleine expansion de logiques précédemment présentes dans le champ mais qui ne trouvaient pas jusqu'alors les moyens de leur développement. Dans les trois cas analysés, la politique de l'État fédéral joue un rôle structurant : la dérégulation du marché de la finance, l'adoption du Bay Dohl Act qui incite les universités à breveter les découvertes réalisées en laboratoire, ou le soutien financier accordé aux partenariats entre industrie et laboratoires publics, s'ils n'engagent pas les mêmes acteurs, ni ne reposent sur les mêmes motifs, concourent tous à inciter les universités à se rapprocher du marché, voire à devenir des acteurs marchands.

Les deux derniers chapitres du livre discutent l'extension de la nouvelle logique au-delà de ses premiers foyers d'émergence. Le chapitre 7 montre comment la référence au marché devient structurante dans le champ académique dans son ensemble, malgré des succès économiques contrastés. Les responsables universitaires de premier rang, initialement peu impliqués dans la diffusion de la nouvelle logique, popularisent l'idée que l'université est un moteur de croissance pour légitimer leurs demandes de fonds. La nouvelle logique ne se substitue cependant pas à l'ancienne mais s'y ajoute plutôt, le modèle de « science pure » continuant à être une référence dans le champ. L'ouvrage se clôt sur un remarquable chapitre conclusif qui discute les mécanismes identifiés et est l'occasion d'insister sur deux éléments. D'une part, l'imposition de la nouvelle logique s'opère moins du fait de sa légitimité, explication classique des travaux néo-institutionnalistes, qu'en raison des ressources matérielles nouvelles qui permettent son développement. Ce dernier chapitre est, d'autre part, l'occasion de discuter la place du néo-libéralisme dans la transformation analysée. Plutôt qu'une victoire du néo-libéralisme, l'auteure préfère y voir l'imposition d'une rationalité économique dans l'ensemble des secteurs de la société américaine : la transformation des universités américaines en *market universities* tient moins à la croyance dans la supériorité du marché qu'à une injonction répétée à trouver une valeur économique à toutes activités humaines, à laquelle la science n'échappe pas.

Creating the Market University fournit une analyse passionnante de la transformation d'un champ organisationnel. Deux regrets peuvent cependant être exprimés. Le premier tient

d'abord à l'insuffisante analyse des conséquences mondiales de cette histoire américaine : l'imposition de la nouvelle logique aux États-Unis a popularisé, bien au-delà de leurs frontières, l'idée que les universités devaient être des moteurs de la croissance. Si l'ouvrage met bien l'accent sur l'interdépendance des champs dans l'espace domestique en montrant, par exemple, combien la dérégulation du marché de la finance a des conséquences sur le champ académique, la question des liens entre champs académiques nationaux aurait pu être, si ce n'est complètement explorée, au moins évoquée. Le livre insiste, ensuite, sur les foyers d'émergence de la nouvelle logique, assez peu sur les îlots de résistance. Ils existent pourtant : à l'intérieur du champ académique d'abord, où des scientifiques utilisent le droit de la propriété intellectuelle comme rempart à la marchandisation des connaissances ; à l'extérieur du champ aussi, puisque des intérêts sociaux se sont constitués, aux États-Unis, pour veiller à l'usage raisonné de la brevetabilité. Plus que des critiques, ces deux regrets sont le signe que l'ouvrage remplit son rôle : relire la transformation marchande des universités américaines en proposant une thèse convaincante, tout en ouvrant de nouvelles pistes d'analyse.

Jérôme Aust

*Centre de sociologie des organisations (CSO), UMR 7116 CNRS et Sciences Po,
19, rue Amélie, 75007 Paris, France*

Adresse e-mail : jerome.aust@sciencespo.fr